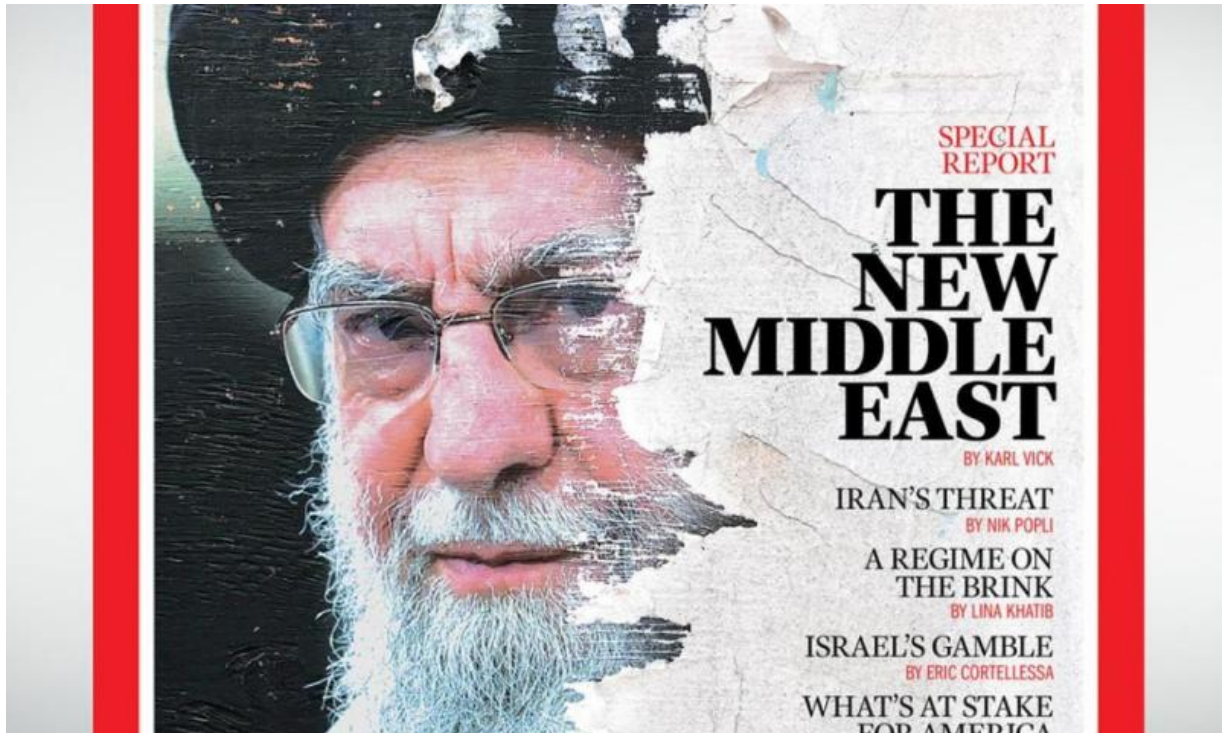




Une du Time publiée lors de LA Guerre des 12 jours (13 au 24 juin 2025)

L'Iran : l'ennemi que l'Occident s'est créé

Depuis des décennies, les puissances occidentales présentent l'Iran comme une menace. Comment ce récit a-t-il été fabriqué, instrumentalisé et finalement transformé en une réalité géopolitique autoréalisatrice ?

Patrick Ringgenberg

lun. 13 avr. 2026

Comment s'est construite l'image négative de l'Iran

Un cessez-le-feu bilatéral instauré le 8 avril, troué de pseudo-malentendus, fut violé le jour même par des bombardements israéliens au Liban. La perspective d'une issue à la guerre autorisait à dresser un bilan d'étape qu'on aurait pu faire dès le

premier jour : « tout ça pour ça ». Rarement, dans l'histoire contemporaine, une accumulation aussi impensable d'égarements n'aura donné des résultats aussi tragiquement affligeants. La guerre actuelle, pourtant, n'était pas une fatalité. Des rumeurs d'opérations spéciales ou de bombardements ont rythmé, depuis 2002 et pendant vingt ans, l'actualité sur l'Iran, sans pour autant que soit déclenché un conflit régional. Les Israéliens ont assassiné des scientifiques iraniens et saboté des installations nucléaires (notamment via le virus informatique Stuxnet), mais il se trouvait, dans les états-majors américains et israéliens, suffisamment de personnes informées et lucides pour comprendre qu'une guerre contre l'Iran n'aurait aucune chance de succès et entraînerait, au contraire, des conséquences désastreuses pour la région — ce que la guerre actuelle ne cesse, jour après jour, de démontrer.

Pour Israël, la possibilité d'une guerre avec l'Iran s'est offerte à la suite de l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, et des bouleversements régionaux qui s'en sont suivis : offensive israélienne sur Gaza et contre le Hezbollah au Liban, effondrement de la dynastie Assad – alliée de l'Iran – en Syrie, affaiblissement apparent de l'Iran privé de ses proxys et alliés. Cette guerre s'inscrit aussi sur un alignement politique et même une collusion de dirigeants – les États-Unis de Donald Trump, et le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahou –, dans un contexte de marginalisation diplomatique de l'Europe. Elle est la conséquence de l'abandon par Donald Trump de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) signé en 2015 ; plus lointainement de la Révolution islamique de 1979, qui entendait contrer l'impérialisme américain au Moyen-Orient ; et plus profondément encore de tensions récurrentes et séculaires entre Orient et Occident, monde chrétien et monde islamique, impérialisme occidental et résistance culturelle orientale.

Depuis longtemps, l'opinion publique occidentale a été préparée à une politique agressive contre l'Iran : depuis la Révolution de 1979, présentée volontiers comme la régression fondamentaliste d'un pays en voie de s'occidentaliser ; ou depuis 2002, où l'Iran s'est retrouvé dans un « Axe du mal », avec la Corée du Nord et l'Irak (accusée à tort de détenir des armes de destruction massive), alors que les dix-neuf terroristes du 11 septembre 2001 étaient saoudiens (quinze), émiratis (deux), égyptiens (un) ou libanais (un). L'Iran offre à cet égard un cas exemplaire de « fabrication de l'ennemi » (Pierre Conesa), prélude à une « fabrication du consentement » (Noam Chomsky) permettant de légitimer — moralement ou juridiquement — toute action contre un pays, fût-elle immorale ou illégale.

Par-delà les soubresauts de l'actualité, cet article souhaite s'intéresser à la problématique fondamentale de la représentation négative de l'Iran, qui a joué un rôle si décisif dans les décisions politiques, l'approbation publique de la guerre ou l'indifférence à l'égard des Iraniens. On peut la condenser en une phrase : "Le régime

des mollahs se maintient par l'oppression de son propre peuple et constitue un État voyou soutenant le terrorisme international." Devenue une formule réflexe dans les médias, un habitus analytique chez la plupart des commentateurs et un paradigme général dans nombre de milieux diplomatiques, politiques et même académiques, cette représentation a sa logique, son langage, son origine. On aimerait ici en déconstruire quelques aspects constitutifs.

Comment peindre l'Iran en noir

L'Iran n'est pas un État, il a un régime

Le « régime iranien », le « régime islamique », le « régime des mollahs ». Ces expressions, répétées au long des décennies, ont pour seul but de délégitimer la gouvernance iranienne : faire croire que la République islamique d'Iran serait un système politique aussi artificiel que précaire, à la souveraineté douteuse, coupé de la population et honni par elle, et qui se maintiendrait seulement par la captation étatique du pétrole et du gaz et par son emprise policière et militaire, voire – selon des théories complotistes contradictoires – par le soutien de pays occidentaux qui condamneraient les mollahs pour mieux les maintenir au pouvoir. Qualifier les Gardiens de la Révolution (créés en 1979) d'« armée idéologique » participe d'une même opération : c'est réduire ce corps d'armée, devenu peu à peu armée nationale et qui acquerra assurément un prestige nouveau avec la guerre actuelle, à une entité qui serait fondamentalement illégitime, à la fois paria et mafieuse.

Aussi, à chaque fois que des manifestations éclatent en Iran, la plupart des commentateurs ne cherchent pas à analyser leur contexte et leurs significations sociopolitiques, mais s'empressent de remettre en cause la légitimité même du « régime iranien », dénoncer l'échec de la « République islamique », acter la « faillite de la Révolution », etc. Qu'il existe des dichotomies entre État et population, des tensions culturelles, des luttes politiques violentes et des états de crise économique dans un pays de 1'648'195 km² et entouré de pays rivaux ou hostiles, personne ne le contestera : elles sont à la mesure de l'histoire profonde du pays, de sa complexité identitaire (iranienne, chiite, occidentalisée), des enjeux géostratégiques d'un pays au cœur du Moyen-Orient, immensément riche en ressources naturelles, à la confluence d'antagonismes historiques. Toutefois, la dévaluation systématique du pouvoir iranien veut méconnaître les enjeux de la Révolution islamique, à la fois reconquête identitaire et libération de l'impérialisme occidental, ignorer aussi les dynamiques et racines profondes du système politique iranien, et la mosaïque (historique, sociologique, économique et culturelle) des rapports entre la population et le pouvoir.

Bref, un pays aussi multidimensionnel que l'Iran vit aussi de dialectiques parfois brutales, sur le plan politique comme socioculturel : entre une population diversifiée évoluant souvent à sens contraire d'un État oligarchique et clientéliste, des groupes sociaux et ethniques aux mentalités et intérêts divergents, des générations fracturées par des décennies de bouleversements politiques. L'Iran, qui a passé en quelques décennies d'un royaume traditionnel (au début du 20^e siècle) à un État-nation contemporain « postmoderne », est travaillé par des forces souvent violemment contraires, tantôt créatrices, tantôt paralysantes, tantôt destructrices. Les multiples formes de traditionalisme et de modernisation, les logiques économiques diverses (capitaliste, religieuse, bazari), les pratiques religieuses et les conduites politiques constituent autant de paramètres qui ne cessent de complexifier une réalité iranienne dont on ne veut souvent considérer qu'un segment ou qu'un type de données, à l'exclusion de tous les autres. Or, ces tensions ne signent pas l'échec cyclique d'un système mais font aussi partie de la construction d'une nation, de la conscientisation politique de la population et des dynamiques d'une modernité plurielle.

La théocratie des mollahs

Réduire le système iranien à une théocratie est le meilleur moyen de noircir sous un seul qualificatif un système politique et un État-nation qui associent républicanisme, guidance religieuse et traditions impériales. Pour un Occidental, le terme de « théocratie » renvoie, au moins sur un plan imaginaire, à une kyrielle de notions (inquisition, dogme religieux, Moyen-Âge, fondamentalisme, etc.) qu'un libéralisme anticlérical et antireligieux, souvent ignorant des réalités historiques et des enjeux théologiques, aime vouer aux gémonies.

Or, le Guide suprême iranien n'est pas Dieu : il est le représentant d'une tradition d'interprétation d'un corpus de textes, à l'intérieur d'un réseau et d'une hiérarchie de clercs qui, depuis la disparition du 12^e Imam au 10^e siècle, ont en charge de guider la communauté chiite avant le retour eschatologique de ce 12^e Imam (l'Imam Mahdi) à la fin des temps. La nouveauté politique de la République islamique d'Iran est d'avoir inscrit le principe d'un magistère religieux au sein d'un système d'inspiration moderne et occidentale. Toutefois, cette théorie politique ne doit pas détromper sur les pratiques observables. Les politiques menées par l'État iranien ne doivent souvent rien à la religion et s'inscrivent en fait bien plus dans le cadre d'un État-nation « classique » et d'une pratique « impériale » soucieuse de stabilité, de préservation et de rayonnement.

Un préjugé anticlérical, islamophobe ou séculariste veut rendre responsables de toute politique les mollahs, autrement dit les clercs chiites. Ces derniers, pourtant, n'ont pas de rôle exclusif ou hégémonique dans le système iranien, et on les réduit

trop facilement, sociologiquement et intellectuellement, à un bloc corporatiste fermé et inamovible. En réalité, les mollahs font partie du paysage religieux et culturel du pays depuis des siècles, et ils resteront toujours une composante de la société et de la vie politique, quels que soient les devenir politiques de l'Iran. Les milieux cléricaux eux-mêmes ne sont pas du tout homogènes, bien que cette pluralité ne se reflète pas forcément dans l'espace public iranien et que les Occidentaux ne la soupçonnent pas. Il suffit de rappeler que le système de la République islamique conçu par Khomeini, et qui constitue une forme politique hybride tout à fait nouvelle dans la tradition iranienne, n'avait été accepté par aucune des grandes autorités religieuses de son époque. Ce qui montre que, s'il y a consensus sur certains thèmes fondamentaux, il existe en réalité, parmi les clercs, une diversité des opinions et des interprétations du patrimoine islamique (le Coran, les hadiths du Prophète et des Imams chiites) et qui donnent lieu à de très vifs débats dans les grandes institutions religieuses à Qom ou à Téhéran. La structure polycentrique du clergé fait d'ailleurs que telle autorité religieuse peut émettre un avis de droit qui s'oppose à un autre avis de droit, sans qu'une autorité supérieure – il n'y a pas de pape en islam – départage les deux avis en rejetant l'un comme inadéquat ou hétérodoxe.

S'il existe un problème fondamental de la politique iranienne, au moins au regard d'une perspective libérale (et assez spécifiquement occidentale) sur le politique, c'est la question de l'autoritarisme, c'est-à-dire d'un pouvoir verticalisant et patriarcal, qui n'est pas propre aux mollahs mais s'enracinent dans une tradition de gouvernance et une structure socioculturelle séculaires, voire millénaires. De fait, si l'on voit de manière caricaturale les mollahs comme un problème systémique, ces derniers sont aussi porteurs de solutions, car, par leur enracinement sociohistorique, ils peuvent appuyer et légitimer des évolutions et des transformations de façon beaucoup plus efficace que les milieux dits réformateurs, volontiers coupés d'un pays encore largement conservateur.

Les Iraniens, par ailleurs, sont musulmans, mais se sentent d'abord iraniens. Au 16^e siècle, la conversion au chiisme du royaume persan témoigne bien du caractère unique de l'islam iranien. En adoptant un courant minoritaire en islam, les Iraniens revendiquaient à la fois une appartenance à la religion musulmane et une identité spécifique en terres d'islam. L'islam iranien, dont le grand iranologue Henry Corbin (1903-1978) avait montré l'originalité et l'immense patrimoine philosophique, n'a pas d'équivalent dans le monde islamique et signe justement la complexité d'un pays, terre de synthèses et d'universalismes, à la croisée des mondes sémitiques et indo-européens. Enfin, l'islam idéologique et étatique promu dès la Révolution ne

représente qu'une interprétation de l'islam, construit à des fins politiques et militantes, et dont maints Iraniens se sont d'ailleurs détachés au nom d'un islam plus spirituel, intérieuriste, voire mystique.

Le hidjab : vêtement oriental, problème occidental

En 1936, Reza Shah Pahlavi interdit le port du voile ; en 1979, la République islamique rendit le hijab obligatoire. Ces deux événements ont eu des effets à la fois négatifs et positifs. L'interdiction du voile par Reza Shah a permis à une nouvelle génération de femmes de s'épanouir, de s'impliquer dans la société et de former un nouveau féminisme. D'un autre côté, elle a également eu un impact négatif sur les femmes traditionnelles qui ne pouvaient plus sortir voilées et devaient rester chez elles, dépendantes des hommes pour accomplir le travail qu'elles effectuaient auparavant de manière autonome.

Le port obligatoire du voile après la Révolution islamique a brisé une génération de femmes qui s'étaient émancipées de certains codes sociaux et familiaux traditionnels, mais il a également permis aux femmes traditionnelles de participer à la vie sociale et de s'investir dans le monde professionnel, car le climat islamique ambiant les aidait à se sentir à l'aise avec leurs propres valeurs. Dans les deux cas (interdiction ou obligation du hidjab), pourtant, le voile dit islamique est surinterprété dans un sens religieux, alors qu'il s'agit d'un vêtement aux significations très variables et que son port répond également à des motivations aussi variées que les contextes sociaux ou les situations familiales.

On a écrit des volumes entiers sur le hidjab, mais l'on se contentera ici de quelques points essentiels :

- L'origine du voile est préislamique. Il est mentionné dans des tablettes assyriennes de la fin du 2^e millénaire avant notre ère, où il revêt le sens qu'il peut encore avoir aujourd'hui : porté par les femmes de bonne famille et de familles installées, le voile est le signe de reconnaissance d'un statut social.
- Avant l'islam, le voile est une « affaire » chrétienne. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les icônes byzantines ou l'iconographie médiévale pour constater que la Vierge porte aussi un voile. De fait, des théologiens chrétiens justifiaient le port du voile par les chrétiennes avec des arguments analogues ou similaires à l'argumentaire avancé par les clercs musulmans pour le hidjab. Le voile fut aussi un vêtement fréquent dans les campagnes européennes, et devant une crèche provençale, un étudiant iranien s'étonna que « les femmes eussent toutes un hidjab ».

- L'islamisme fait du voile un étendard de l'islam et une mesure de la piété, mais il s'agit également d'un vêtement traditionnel oriental, qui revêt des significations religieuses aussi bien que culturelles, traditionnelles, patrimoniales, voire nationales.
- Les références coraniques relatives au voile sont vagues et ont donné lieu à des interprétations et des débats sans fin. Aussi, la forme que prend le hidjab dans les pays musulmans relève-t-elle davantage de la culture, des coutumes et des traditions locales que de la religion. C'est ainsi que le tchador iranien, grande pièce de tissu généralement noire que des femmes portent par-dessus leur foulard et leur manteau long à longue manche, est aussi un vêtement national, distinguant les Iraniennes des musulmanes d'autres pays.
- Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » (automne 2022) a permis une libéralisation du port du voile, en particulier dans les grandes villes, où des femmes – jeunes et moins jeunes – sortent sans foulard. À l'échelle du pays, en revanche, une majorité de femmes conservent leur voile : par piété, par tradition, par pression (directe ou diffuse), par respect, par contexte (une femme sans foulard est vite cataloguée ou marginalisée dans un milieu conservateur), par fierté, par solidarité ou encore par nationalisme.
- Un préjugé diversement libertaire, séculariste ou islamophobe, associe le hidjab à une soumission et une oppression de la femme : cela peut bien sûr être le cas dans tel contexte ou telle situation. Mais d'un point de vue musulman, ou plus largement traditionnel, le hidjab est aussi un symbole, un pouvoir, une vertu, un marquage social, un patrimoine, un enracinement, une dignité. Il est aussi devenu, aujourd'hui, un article de mode, un élément de coquetterie et même – la poésie persane ne l'a pas ignoré – un atour érotique.
- Dans les pays occidentaux, les débats sur le voile sont systématiquement parasités par des polémiques sur la laïcité, le multiculturalisme, l'immigration et les problèmes d'intégration : ces problématiques sont purement occidentales, et n'ont souvent rien à voir avec l'Iran et ses problématiques propres.

L'Iran sans l'Iran : la diaspora iranienne

Dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* le 9 mars 2026, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner affirmaient que « Le “nouvel Iran” aura un atout majeur : sa diaspora ». Sans gager sur les résultats de la guerre, les deux auteurs estimaient que « la diaspora iranienne, formée par vagues successives depuis 1979, [et qui] regrouperait entre 4 et 7 millions de personnes ayant fui répression et difficultés économiques », pourra avoir un rôle constructeur dans un Iran post-République islamique.

On ne reprochera pas aux auteurs de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, ni de parler d'une diaspora iranienne qui fait partie intégrante de l'histoire iranienne : les relations multiples entre les Iraniens d'Iran et la diaspora ont eu une influence considérable sur la vie culturelle et même politique de l'Iran. Ce que reflète cet article cosigné par Mohammad-Reza Djalili, qui a lui-même quitté l'Iran en 1978, c'est une tendance surreprésentée dans les médias : quand les Occidentaux parlent de l'Iran, c'est à travers les expériences et les aspirations d'une diaspora iranienne dont on veut surtout mettre en valeur, en Occident, sinon les milieux d'opposition, du moins le point de vue plus ou moins critique. Mais dans tous ces discours, il est un grand absent : l'Iran lui-même, dans toute sa diversité contemporaine et historique.

On fait ainsi des plans sur la comète, on réfléchit à ce que pourrait être un autre Iran, mais sans se demander si ces ambitions sont possibles ou seulement réalistes au regard des réalités de l'Iran, et surtout sans se soucier de ce que pensent les plus de 90 millions d'Iraniens vivant en Iran. La fuite des cerveaux depuis plus de quatre décennies est certainement une tragédie pour l'Iran. Mais à voir la résistance des Iraniens face à l'agression américano-israélienne, le perfectionnement technique des missiles et l'intelligence stratégique des Iraniens, les techniciens à pied d'œuvre pour rétablir l'électricité ou reconstruire des bâtiments après les bombardements, l'approvisionnement régulier en biens de consommation malgré la guerre, on ne peut constater qu'une chose : il reste encore nombre de cerveaux en Iran même. Ces derniers ne seraient pas forcément ravis à l'idée qu'une diaspora vienne construire un Iran « nouveau », alors que les Iraniens vivant actuellement dans le pays *sont* l'Iran et *font* l'Iran. La chimère diasporique d'un changement atteint son paroxysme avec le fantasme d'un retour de Reza Pahlavi, prince héritier du trône, en Iran : comment imaginer, si tant est qu'il ne soit pas tué avant de fouler le sol iranien, qu'il soit accueilli en sauveur, lui qui a appelé de ses vœux des bombardements sur un pays qu'il ne connaît plus depuis longtemps, et qui devrait faire face à des dizaines de millions d'Iraniens qui, soit entendent défendre la République islamique, soit veulent préserver leur pays de toute interférence étrangère, soit ne veulent « ni molla ni roi » ?

Le recours à la diaspora iranienne permet également de renvoyer à un narratif structurant depuis les années 1980 : la République islamique d'Iran est un pays que l'on fuit, par tous les moyens, émigration ou échappée clandestine, et cette fuite est perçue comme une sortie de l'obscurité à la lumière, du totalitarisme à la liberté. Cette idée a été amplement diffusée par des livres et des films : depuis le *Jamais sans ma fille* (*Not Without My Daughter*, 1987) de Betty Mahmoody, jusqu'au film *Argo* (de Ben Affleck, sorti en 2012) – lequel, soit dit en passant, montre sur l'une de ses affiches les mosquées d'Istanbul (Turquie) alors que l'histoire se déroule à

Téhéran (Iran). Ce récit fondateur a été récemment réactivé (le 5 avril) par l'extraction d'un pilote américain tombé en Iran : peu importe que l'opération ait été par ailleurs un fiasco militaire pour les États-Unis, et qu'elle n'ait pas été tout à fait ce qu'on en a dit — l'important était de conforter l'archétype d'une sortie libératrice hors d'un pays foncièrement hostile.

Les manifestations de fin décembre 2025-début janvier 2026

Le régime iranien tue son propre peuple. C'est une antienne depuis les manifestations meurtrières du début de l'année 2026. Pourtant, il apparaît clairement, comme l'ont déjà montré *The Grayzone* ou les interventions de l'ancien diplomate britannique Alastair Crooke, qu'il s'agissait bien d'une tentative de coup d'État par la création, en Iran, d'une situation de guerre civile. La séquence fut la suivante :

- Une OPA sur le rial iranien crée une forte dévaluation en décembre 2025 – OPA qu'avait clairement évoqué Scott Bessent, secrétaire au Trésor américain, le 20 janvier 2026 au Forum de Davos.
- Inévitablement, et dès le 28 décembre 2025, les Iraniens descendent dans la rue pour protester contre la dégradation brutale de l'économie.
- Des agents du chaos, téléguidés par le Mossad et la CIA, se greffent sur ces manifestations pour les faire dégénérer, brûlant des bâtiments, tirant sur des civils et les forces de l'ordre, semant la panique. C'est ce qu'avouait Mike Pompeo sur X le 2 janvier 2026, en souhaitant la bonne année aux Iraniens (dont le Nouvel An est d'ailleurs à l'équinoxe de printemps, pas le 1er janvier) et aux agents du Mossad parmi eux.



Mike Pompeo
@mikepompeo



The Iranian regime is in trouble. Bringing in mercenaries is its last best hope.

Riots in dozens of cities and the Basij under siege — Mashed, Tehran, Zahedan. Next stop: Baluchistan.

47 years of this regime; POTUS 47. Coincidence?

Happy New Year to every Iranian in the streets. Also to every Mossad agent walking beside them...

[@realDonaldTrump](#) [@SecRubio](#) [@CIADirector](#)

11:01 PM · Jan 2, 2026 · **3.4M** Views



1.9K



3.6K



9.3K



2.5K



- Le 5 avril 2026, dans une interview sur Fox News, Donald Trump a lui-même avoué que des manifestants recrutés par le Mossad et la CIA avaient été armés : « Nous leur avons envoyé beaucoup d'armes. Nous les avons envoyées par l'intermédiaire des Kurdes. Et je pense que les Kurdes les ont gardées. »

Le nombre de morts n'est pas assuré. Le gouvernement iranien parle d'environ 3200 morts, mais Human Rights Activists News Agency (HRANA) donne le chiffre de 7000 morts au moins, et d'autres sources – de façon purement spéculative et sans aucune preuve – avancent les chiffres de plusieurs dizaines de milliers (30'000, voire 50'000). À confronter l'ordre de grandeur du nombre de victimes (au moins plusieurs milliers) avec celui des manifestations précédentes (entre 2009 et 2023), on constate aisément que les événements de janvier 2026 étaient d'une tout autre nature. On recense ainsi « 72 morts parmi les manifestants lors des manifestations contre le résultat de l'élection présidentielle iranienne de 2009, 300 à 1500 morts parmi les manifestants lors des manifestations de 2019-2020 et 551 lors des manifestations consécutives à la mort de Mahsa Amini en 2022-2023 » (Wikipédia : « Manifestations en Iran depuis 2025 »). Il y eut bien, en janvier 2026, un climat insurrectionnel qui a entraîné très rapidement un nombre élevé de victimes, même s'il faudra une longue enquête pour reconstituer les événements dans tous leurs détails.

Filtres, occultations et renversements des valeurs

Les multiples préjugés et stéréotypes qui pèsent sur l'Iran forment un ensemble de filtres colorant de négativité pratiquement tout ce qui émane de la République islamique. Ces filtres sont également des instruments d'occultation — qu'il s'agisse d'interprétations alternatives, de réalités que l'on préfère ignorer, ou du dispositif de préjugés lui-même à l'œuvre. Enfin, la superposition des filtres conduit à une forme de renversement des valeurs : l'Iran est presque coupable par définition ; et ce qui est dénoncé avec véhémence par les pays occidentaux pour tout autre pays, est, dans le cas de l'Iran, ignoré, minimisé, inversé ou dévoyé.

Commençons par quelques filtres :

- Voir du religieux partout, pour mieux transformer les Iraniens en fondamentalistes inquiétants, ou déislamiser la population iranienne, pour mieux faire ressortir l'islam « moyenâgeux » des mollahs, que l'on suppose bien sûr coupés de la modernité et des réalités sociales.
- Tout réduire à des calculs idéologiques. Si le gouvernement iranien amène l'eau et l'électricité dans les villages, ce n'est pas parce qu'il est dans les attributions d'un État de développer des infrastructures, c'est parce que le régime iranien fait du populisme pour se maintenir au pouvoir.
- Voir une nuisance ou un danger partout. Toutes les ambassades récoltent des informations sur le pays où elles se trouvent, sur leurs expatriés et ressortissants, sur les sympathies ou antipathies politiques du pays hôte ; mais si c'est une ambassade iranienne qui fait ce travail, c'est forcément en vue d'un attentat, d'un assassinat ou d'une déstabilisation.
- Tout ce que fait l'Iran est forcément entaché d'ambiguïtés. Si l'Iran produit quelque chose de positif (en matière politique, culturelle ou autre), il s'agit : soit de l'exception qui confirme la règle ; soit d'une conjonction exceptionnelle, moins due à une compétence de la gouvernance iranienne qu'à un heureux hasard ; soit encore parce que la chose s'est faite en réaction « contre le régime », à son insu ou malgré lui.

Poursuivons par quelques procédés d'occultation :

- On sourit au discours iranien dénonçant « l'arrogance de l'Occident » ou le « Grand Satan américain », sans comprendre l'analyse géopolitique qui le sous-tend, et qui porte sur les conséquences du colonialisme et de l'impérialisme occidentaux de ces cinq derniers siècles. Le nucléaire iranien n'est, en dernière analyse, qu'un prétexte pour prendre le contrôle du Moyen-Orient et de ses

ressources : Donald Trump ou son entourage ne s'en cachent pas, du reste, et on peut leur accorder le crédit de dire tout haut ce que bien des études n'osent même pas écrire en note de bas de page.

- On dénonce les prises de position pro-palestiniennes de l'Iran pour faire oublier qu'il existe un véritable problème palestinien depuis 1948. On rend l'Iran complice d'un Hezbollah qu'on rabaisse à une organisation terroriste, en oubliant que le Hezbollah, créé en 1982 en réaction à l'invasion israélienne du Sud-Liban, est la seule force armée capable de protéger un pays fragile, puisque tout a été fait pour rendre l'armée libanaise inopérante. Dénoncer le militantisme antisioniste de l'Iran, en l'accusant de fanatisme antisémite, est le meilleur moyen de couvrir le colonialisme étatisé d'Israël et légitimer son bellicisme actuel, sans limites ni horizon politique, comme une défense existentielle de la « civilisation ».
- On juge la presse iranienne politiquement conditionnée — ce qu'elle est effectivement et en grande partie, tous les médias étant étatiques, paraétatiques ou soumis au contrôle de l'État. Cela permet toutefois commodément d'ignorer le point de vue iranien, qu'il serait pourtant utile de chercher à comprendre, ne serait-ce qu'en vue d'une diplomatie viable ou de toute tentative d'intercompréhension. Cela permet également de faire croire à des médias occidentaux neutres, objectifs, libres, alors qu'ils sont tout autant soumis à différentes pressions politiques, financières, lobbyistes, sans parler de leur paradigme occidentalocentrique. Le tour de passe-passe est que l'on transforme en « analyses » des postures médiatiques occidentales partisans ou tendancieuses, tout en discréditant les médias iraniens – même pertinents et objectifs – par des procès d'intention systématiques.
- On entend se donner bonne conscience avec l'embargo, qui veut isoler et « punir » le régime des mollahs, alors que depuis 47 ans, c'est la population iranienne qui souffre – celle-là même que des pays occidentaux souhaitent « libérer », dont ils entendent soutenir la « lutte contre le régime » et saluer « le courage dans les manifestations ». Impuissant et inique, cet embargo est hypocrite, puisque les États-Unis, leur principal initiateur, font néanmoins des affaires avec l'Iran. Il suffira d'une seule étiquette d'eau minérale pour suggérer la partie immergée de l'iceberg : de l'eau iranienne vendue en Iran à des Iraniens sous l'égide de Pepsi, société états-unienne.



D'où une quasi-inversion des mesures de la réalité, des critères de jugements ou de la simple appréciation des faits. Ces quelques exemples peuvent l'illustrer :

- L'Iran a été agressé, mais c'est surtout à l'Iran, et même à l'Iran seul, que les diplomaties occidentales demandent une désescalade et de la retenue.
- L'Iran a été attaqué par deux fois alors qu'il menait des négociations, mais on lui demande néanmoins de revenir négocier et on lui reproche de refuser une négociation qui n'a ni sens ni valeur.
- C'est Donald Trump qui s'est retiré du JCPOA, et l'Europe qui n'a pas pu ou pas voulu respecter cet accord après le retrait américain, mais c'est néanmoins l'Iran qui est suspecté de violer les engagements pris, de mener un double jeu et de dissimuler ses intentions.
- Peu importe que l'Iran déclare ne pas vouloir de bombes nucléaires (ses missiles sont une dissuasion suffisante), que des agences américaines aient répété à plusieurs reprises que l'Iran n'avait pas de programme nucléaire militaire actif et structuré : l'Iran est fatalement suspect ou présumé coupable. Par une inversion cognitive, les dénégations iraniennes et l'absence de preuves d'un programme militaire sont les arguments d'une suspicion, voire même des éléments à charge, puisque l'Iran – pays oriental et musulman – est forcément fourbe, hypocrite et menteur.
- On invoque le droit international pour rouvrir le détroit d'Hormuz fermé par l'Iran, mais on oublie ce même droit pour condamner l'agression contre l'Iran, l'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei et la destruction délibérée d'hôpitaux, d'universités ou de ponts.
- Les appels de Donald Trump à éradiquer l'Iran et bombarder ses infrastructures civiles, et qui sont à proprement parler des appels au génocide et au crime de guerre, ne provoquent le plus souvent qu'un silence assourdissant des pays occidentaux, bien plus réactifs et éloquents pour d'autres causes et d'autres pays.

- Il faut libérer le peuple iranien par les bombes : les morts civiles sont certes une tragédie, la destruction d'infrastructures civiles bien sûr regrettable, mais c'est le prix à payer pour une « libération ». Ce qui, dans toute autre situation, serait immédiatement qualifié de politique délirante, de crime de guerre et de crime contre l'humanité, est considéré comme une démarche, sans doute pénible, mais acceptable, attendue ou même « logique ».
- L'Iran semble n'avoir que des obligations, non des droits ; les pays occidentaux, à l'égard de l'Iran, ont (presque) tous les droits, et des obligations non contraignantes ou à géométrie variable.

La formule magique pour transformer l'Iran : faire des affaires

Donner une image plus positive de l'Iran est pourtant possible. Comment ? Il suffit pour cela de scruter l'image médiatique de l'Iran entre 2002 et 2018. Commençons par un échantillonnage typique des années 2000, c'est-à-dire après que l'on a voulu découvrir un programme nucléaire militaire en Iran (dès 2002) :

 2007	 2009	 2010
--	--	--

Le message, textuel et visuel, est clair : l'Iran est un pays islamo-fasciste qui veut se doter de la bombe nucléaire. Puis, en 2015, est signé le JCPOA, c'est-à-dire un accord qui soumettait l'Iran à un contrôle strict de son programme nucléaire en échange de la levée graduelle des sanctions et d'une progressive normalisation commerciale. Les médias changèrent immédiatement de ton et d'images (ou d'imaginaires) :



Finis la bombe nucléaire : place aux jolies Iraniennes, qui évidemment n'existaient pas avant. « L'Iran est de retour », lit-on fréquemment — comme si l'Iran s'était jamais absenté, et comme si ce n'était pas l'Occident qui avait tout fait pour l'ignorer, le marginaliser, le contenir. Tout cela n'a pas duré. En 2018, sans motifs ni raisons – sauf des pressions israéliennes – et sans solution de rechange, le président Donald Trump se retira unilatéralement du JCPOA, retrait qu'il avait déjà annoncé lors de sa campagne en 2017. Dans les médias dès 2017, les Iraniennes voilées, renvoyant aux fantasmes orientalistes de l'Orient exotique et érotique, disparaissent, et la bombe iranienne est de retour – et ce, jusqu'à nos jours :



Trois conclusions s'imposent : un accord avec l'Iran est possible ; beaucoup y gagneraient ; le noircissement de l'Iran relève, de fait, d'un accès de fièvre propagandiste qu'un accord soignerait sans doute rapidement.

Les idées ont des conséquences

L'Iran est la puissance historique du Moyen-Orient : politiquement, militairement, économiquement, culturellement. À l'exception de la Turquie, héritière de l'Empire ottoman, l'Iran est le seul pays réellement stable, durable, fort et souverain de la région, au cœur d'un Moyen-Orient où dominent des pays neufs : soit nés de la désintégration de l'Empire ottoman dans les années 1920 (l'Irak, la Jordanie, la Syrie, le Liban, anciennes provinces arabes de l'Empire), soit constitués à des époques récentes, tels que le Turkménistan (créé comme une République socialiste soviétique en 1924), le Royaume saoudien (proclamé en 1932), le Pakistan (né de sa séparation avec l'Inde en 1947) ou les émirats du golfe Persique (développés dans le dernier quart du XXe siècle après avoir été sous tutelle de l'empire colonial anglais depuis le XIXe siècle).

En juin 2016, McKinsey publiait un rapport, "Iran: The \$1 Trillion Growth Opportunity?", dans lequel, parmi les points forts de l'Iran, il relevait :

- Une économie diversifiée où seulement un quart du PIB provient du pétrole et du gaz.
- Un système d'enseignement scientifique formant autant d'ingénieurs que les États-Unis.
- Une classe de consommateurs représentant le double de celle de la Chine et du Brésil.
- Une population urbaine représentant le double de celle de l'Inde.
- Une tradition entrepreneuriale avec une communauté de start-up dynamique.
- Une situation stratégique au carrefour de l'Orient et de l'Occident.

L'ignorance dans laquelle on tient un tel pays, fondée sur une accumulation de contresens et de partis pris, a quelque chose d'incompréhensible, voire d'aberrant. On mettra en avant une inculture, parfois voulue et soigneusement perpétuée, en tous les cas généreusement répandue dans tous les cercles d'influence, des diplomates aux politiciens, des médias à certains instituts de recherche et universités. Il y a aussi, comme il apparaît bien aujourd'hui, une propagande américano-israélienne, alimentée par le financement pro-israélien de politiciens et lobbyistes américains, utilisant des réseaux d'influence transnationaux et des médias *mainstream* qui, par leur puissance financière, leur hégémonie sociologique et leur maîtrise des algorithmes, parviennent à imposer massivement un narratif anxigène et diffamatoire sur l'Iran. Il y a, enfin, ce que l'on peut appeler du mépris ou de la haine, entretenus diversement par de la xénophobie, de l'islamophobie, du racisme ou une mentalité colonialiste, et qui fait de l'Iran l'épouvantail commode et l'exutoire idéal pour déverser ses peurs et ses rejets.

L'Occident s'est fabriqué un ennemi au long des décennies, pour finalement aboutir à une guerre qui, actuellement ou potentiellement, entraîne des conséquences contraires à tous les espoirs et projets exprimés par les Occidentaux. Au lieu d'un « changement de régime » à Téhéran, on voit au contraire un renforcement de la République islamique, de son identité et de sa légitimité ; un regain religieux, également, et les bases d'une écriture future de l'histoire nationale, fortement unifiante et inspirante, nourrie de martyrisme et d'épopée ; et, par-delà l'Iran, une fierté nouvelle dans les populations du monde musulman, qui voient un pays d'islam, au langage anti-impérialiste, résister à la première puissance mondiale, dénoncer les injustices faites aux Palestiniens et s'imposer comme une puissance régionale à l'impact global.

Alors que les Européens et les États-Unis auraient pu, par une diplomatie plus juste et courageuse, moins ignorante et hypocrite, bénéficier du marché iranien et établir un vrai rapport pragmatique avec l'Iran, on voit émerger une suite de bouleversements qui ne sont pas à la faveur des pays occidentaux :

- La présence américaine au Moyen-Orient est affaiblie ou compromise, sans doute pour longtemps.
- Les émirats du Golfe, places financières, hubs aériens et destinations touristiques, sont fragilisés, et seront forcés, pour maintenir leur modèle politique et leur prospérité, d'établir de nouvelles relations avec un Iran perçu comme un rival ou un ennemi, mais s'affirmant pour ce qu'il est, la puissance régionale incontestable.
- Auparavant accessible à tous et sans frais, le détroit d'Hormuz n'est à présent ouvert qu'aux pays passant un accord avec l'Iran et s'acquittant d'une taxe de passage – à l'exception des États-Unis et d'Israël, interdits par l'Iran.
- La politique israélienne, invariablement belliqueuse et déstabilisatrice, provoque chez beaucoup un rejet croissant d'Israël, et corollairement un regain d'antisémitisme, contre lequel les sanctions médiatiques ou judiciaires, même dirigées contre des personnalités juives critiques du sionisme, nourrissent surtout, en définitive, les thèses complotistes d'une influence juive mondiale.
- De la (pseudo-)diplomatie sous Donald Trump, les Iraniens ont retenu que les États-Unis n'ont pas de parole diplomatique, ne respectent pas leurs propres accords et ne comprennent que le langage de la force : d'autres pays sauront s'en souvenir, comme de l'échec militaire de la première puissance mondiale face à une puissance régionale et moyenne.
- À l'exception de quelques pays (l'Espagne, pionnière) ou de quelques mesures (l'interdiction par la France, l'Italie ou l'Autriche de l'utilisation militaire de leur espace aérien), les maladresses, la partialité ou l'iniquité des diplomaties occidentales ont violé, dégradé ou délégitimé le droit international.

- La fermeture du détroit d'Hormuz, puis le filtrage iranien des navires passant par le détroit, provoquent une rupture de certaines chaînes d'approvisionnement, une augmentation des prix de l'énergie, et finalement une crise aux conséquences mondiales et aux effets plus ou moins immédiats et différés, mais en tous les cas larges et significatifs. Le conflit montre à quel point l'économie internationale est interconnectée, ce que signifie vraiment une mondialisation économique et ce qu'il en coûte de rompre des équilibres géopolitiques, diplomatiques et légaux.
- La guerre a démontré, une fois de plus, l'incapacité ou l'impuissance de l'ONU, institution d'inspiration occidentale, créée pour réguler un ordre international dominé pendant des décennies par les pays occidentaux ou occidentalisés.
- Le conflit favorise la Russie, sous sanction européenne et états-unienne, mais à nouveau courtisée pour son pétrole et son gaz, tout cela au détriment de l'Ukraine, piégée par une guerre qu'elle ne peut gagner et victime collatérale des transferts d'armes et de moyens vers le Moyen-Orient.
- La Chine avait profité de l'enlissement américain en Afghanistan et en Irak dans les années 2000-2010 pour monter en puissance silencieusement ; elle ne peut que se réjouir de voir les États-Unis s'embourber à nouveau par un mélange d'arrogance et de stupidité.
- Cette guerre montre comment, dans la première démocratie du monde, un seul homme, Donald Trump, dont on peut questionner les compétences et même la santé mentale, qui s'est entouré de fidèles aux aptitudes discutables et intéressés surtout à des enrichissements personnels, a provoqué une guerre, en toute ignorance de cause, sous la pression ou la suggestion d'Israël, transformant les soldats américains en mercenaires d'un pays tiers et faisant de certains – par les cibles civiles atteintes – des criminels de guerre, tout cela avec l'assentiment – ou la non-opposition – du parti républicain et la bénédiction de pasteurs évangéliques. L'origine comme les conséquences de cette guerre auront certainement un impact profond, sinon sur la pratique, du moins sur la pensée politiques, remettant en question l'État profond comme les mécanismes institutionnels, les institutions militaires comme les garde-fous préservant les citoyens américains des dérives présidentielles et des ingérences étrangères.

Donc, non, l'étude approfondie des autres cultures, ou les dialogues interculturels, ne sont pas des débats confidentiels, réservés à une poignée d'étudiants ou à des chercheurs dans leur bulle : ils sont essentiels à un ordre international fondé sur une connaissance à jamais imparfaite des autres pays et de l'histoire, mais une connaissance qui devrait rester suffisamment préservée des préjugés ou des aveuglements pour être pertinente, éviter des guerres ou préserver des paix. À ceux qui veulent « retenir les leçons de l'histoire », mais qui souvent ne la connaissent pas

et n'en retirent rien pour le présent, l'Iran donne une leçon d'histoire et de géographie, également de culture, de stratégie et de diplomatie. Soyons pessimistes : ceux qui ont promu, aimé, voulu cette guerre resteront à leur poste – politique, diplomatique, médiatique ou autre – et certains seront même promus, ceux qui ont tenté de faire entendre d'autres voix seront, comme ils le furent, marginalisés, décrédibilisés, voire diffamés, et rien ne changera. Soyons optimistes : un accord durable est inévitable, sous la pression de la violence, hélas, et surtout parce que face aux fantasmes et aux mensonges, rien ne vaut la force de la réalité et qu'à la fin du jour, il faut bien faire les comptes. Soyons simplement réalistes : c'est le propre des crises que de provoquer des rééquilibrages, et quelle que soit la conclusion définitive de la guerre, il faudra compter avec un nouvel Iran (ou un Iran renouvelé), un Moyen-Orient transformé, un ordre international à repenser.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'Iran Pahlavi, Mohammad Reza Sha Hezbollah

Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) Mossad